



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

Préfet de la Vienne
Chevalier de l'Ordre National du
Mérite

dossier n° PC 086 194 25 X0034

date de dépôt : 03 mars 2025

demandeur : **ESID de Bordeaux, représenté par
HUAU Martine**

**pour : réhabilitation de 3 bâtiments et création
d'une chaufferie et d'un local 2 roues,
réaménagement de la voirie et des espaces
extérieurs**

**adresse terrain : 7 Boulevard du Colonel Barthal
lieu-dit CASERNE ABOVILLE, à Poitiers (86000)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

Le préfet de la Vienne,

Vu la demande de permis de construire présentée le 03 mars 2025 par le MINISTÈRE DES ARMÉES, ESID de Bordeaux, représenté par HUAU Martine demeurant 9 Rue de Cursol lieu-dit CASERNE PELLPORT, Bordeaux (33000) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la réhabilitation de 3 bâtiments et la création d'une chaufferie et d'un local 2 roues, le réaménagement de la voirie et des espaces extérieurs ;
- sur un terrain situé 7 Boulevard du Colonel Barthal lieu-dit CASERNE ABOVILLE, à Poitiers (86000) ;
- pour une surface de plancher créée de 4 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu l'approbation du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou du 11/02/2020, comprenant les périmètres des communautés de communes Vallées du Clain, du Haut Poitou, de la communauté d'agglomération de Grand Châtelleraut et de Grand Poitiers communauté urbaine ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Grand Poitiers communauté urbaine du 07/04/2023 approuvant la modification n°5 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Poitiers et notamment le règlement applicable à la zone U2r3-4 ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Grand Poitiers du 25/06/2021 prescrivant l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) à l'échelle des 40 communes du territoire ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France du 23/04/2025 ;

Vu l'avis réputé favorable du maire ;

ARRÊTE

Le permis de construire est ACCORDÉ.

Fait à Poitiers, le 13/05/2025

Pour le préfet et par délégation,
le responsable de l'unité urbanisme opérationnel
de la direction départementale des territoires de la Vienne,


Pascal ROUX

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.